

COMITE POUR L'UNITE – EENHEIDSCOMITE

contact: Y.Eeckman, rue G.Raeymaekersstraat 13, 1030 B - 0497/990.254 -
yves.eeckman@skynet.be

www.comiteunite-eeenhidscomite.be

Compte-rendu de la délégation au SP.A

Une délégation du comité unité-eeenhidscomite a été reçue par des responsables du SP.A le 17 avril 2008 dans les locaux de la Chambre. Cette délégation faisait suite à un courrier du comité unité adressé aux bureaux du SP.A et du PS, leur demandant de recevoir une délégation, porteuse des signatures sur la **lettre ouverte aux bureaux du PS et du SP.A**.

La délégation du comité unité était composée de Yves Eeckman, Geert Haverbeke, Jos Muris, Serge Monsieur, et Rik Steeland, tous délégués syndicaux FGTB. Elle a été reçue par Peter Vanvelthoven, Chef du groupe SP.A à la Chambre et par Dirk Van der Maele, Vice-président du SP.A qui n'a pas pu rester jusqu'à la fin de la discussion.

La délégation a d'abord informé les représentants du SP.A de l'origine du comité unité et des combats qu'il a mené jusqu'à la lettre ouverte, lancée par la Conférence du 8 décembre 2007 en défense des conquêtes sociales fédérales. Le comité a comme objectif la défense inconditionnelle des conquêtes sociales fédérales et il estime que les revendications de la FGTB à ce sujet doivent être reprises en charge par les partis qui ont historiquement vocation d'être ses relais politiques, soit le SP.A et le PS.

Ces revendications de la FGTB sont reprises dans la lettre ouverte adressée aux bureaux du PS et du SP.A :

Pour la FGTB, trois matières doivent impérativement rester fédérales parce qu'elles garantissent la solidarité entre les personnes, l'égalité en droit des travailleurs et des allocataires sociaux :

- ***Les conventions collectives de travail des secteurs doivent rester nationales;***
 - ***le même droit du travail doit s'appliquer à tous les travailleurs du pays;***
 - ***la sécurité sociale, dont le paiement des allocations de chômage, la santé, les allocations familiales et les pensions doivent rester du ressort de l'Etat fédéral.***
- Nous ne ferons aucune concession à ce propos.***

Par rapport au contexte politique, la délégation estime, déclare et démontre fermement que l'on n'est pas en réalité en présence d'un conflit « communautaire ». Mais que l'essentiel des dossiers mis sur la table des négociations politiques sont des revendications patronales, raison pour laquelle la FGTB fédérale les combat, de même d'ailleurs que l'ACV.

Face à ce qui se présente comme un véritable pacte des générations bis, amplifié encore par le patronal "pacte de solidarité », le danger est énorme pour nos conquêtes sociales fédérales, et pour l'unité et l'avenir de la sécurité sociale. La responsabilité du Sp.a, comme relais politique de l'ABVV, est énorme pour lutter contre ces menaces, y compris sur la question du marché de l'emploi.

La délégation fait alors une proposition aux représentants du SP.A. Que l'on se réfère aux positions du Manifeste In De Warande, aux déclarations du patronat ou de Guy Verhofstadt, il est facile pour le SP.A de démontrer publiquement que nous sommes face à une offensive purement patronale et que les premiers visés sont les travailleurs flamands. S'il le décide, le SP.A dispose d'assez de moyens médiatiques et autres pour passer à l'offensive sur ce terrain et dire haut et clair aux travailleurs flamands : on vous trompe, le patronat veut

remettre en cause votre niveau de salaire, vos pensions, vos droits au chômage, etc. A partir de là, le SP.A peut se faire le relais de la FGTB et donner ainsi un prolongement politique (le même problème se posant pour le PS, SP.A et PS pourraient le dire d'une seule voix) au combat syndical en défense des droits sociaux fédéraux.

Peter Vanvelthoven, pour le SP.A, répond que son parti est d'accord avec les positions de la FGTB, avec une réserve en ce qui concerne la politique de l'emploi, notamment en matière de formation et de suivi des chômeurs.

Il déclare également qu'on peut envisager une régionalisation de certaines matières comme le marché de l'emploi, sous conditions. D'autres matières spécifiques doivent rester fédérales : soins de santé et droit du travail.

Mais nous ne pouvons nous opposer à une réforme de l'Etat, ajoute-t-il L'opinion publique en Flandre est déjà empoisonnée par le communautaire. Ce n'est pas notre terrain et nous espérons que le dossier communautaire sera refermé le plus rapidement possible, par une réforme de l'Etat, afin que l'on puisse revenir aux thèmes sociaux et économiques.

Des matières régionales et fédérales sont échangeables, sans laisser aller le fil trop loin, et en respectant l'unité de la sécurité sociale.

Peter Vanvelthoven estime que la situation est rendue plus difficile par la présence du PS dans le gouvernement. Il relève également que dans la FGTB, il y a parfois des positions différentes entre néerlandophones et francophones comme dans le cas des métallos qui concluent des conventions collectives différentes au nord et au sud du pays.

La délégation revient sur l'aspect absurde de la régionalisation des droits sociaux et relève ce qu'en seraient les conséquences dans une entreprise de l'arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvorde employant des travailleurs venus de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles.

Elle revient également sur la question de « l'opinion publique » en faisant remarquer que les deux grands syndicats (l'ABVV d'abord, l'ACV ensuite) ont pris position pour la défense des conquêtes sociales fédérales. La représentativité syndicale des signataires est considérable et il ne fait pas de doute que si le SP.A décidait de s'engager de manière offensive aux côtés de l'ABVV, il recevrait un large soutien des travailleurs, y compris dans l'ACV.

La représentation du SP.A conclut en réaffirmant qu'elle ne peut se déclarer contre la réforme de l'Etat et qu'elle espère que l'on en finira le plus vite possible avec cela.

Mais elle précise également dans ce contexte qu'entre négocier une réforme de l'état raisonnable respectant la solidarité et protester contre tout et ne rien obtenir, il vaut mieux travailler sur le premier choix.

La délégation insiste sur les récentes et répétées positions de la FGTB sur les premier et deuxième paquet de réformes institutionnelles ; et de certains secteurs en particulier, comme le SETCa. Qui dans son édit Zand in de ogen met clairement en garde, et précise que face à ce qui se fait et se prépare, quand il est dit que la solidarité interpersonnelle ne sera soi disant pas touchée ; c'est de la ...poudre au yeux.

La délégation remercie les responsables du SP.A de l'avoir reçue. Elle annonce qu'elle fera un compte-rendu de cette délégation et qu'elle compte être reçue également par le PS. Elle conclut en insistant sur la possibilité et la nécessité d'une action commune du SP.A et du PS en appui politique au combat syndical pour la défense des droits sociaux fédéraux.

Commentaire de la délégation.

Le comité unité n'est pas un lieu de discussion sur la «réforme de l'Etat» et les problèmes communautaires en général. Le comité unité a été fondé comme un cadre de combat pour maintenir les conquêtes sociales fédérales.

En conséquence, la délégation n'était pas mandatée pour demander au SP.A de se prononcer pour ou contre le principe d'une réforme de l'Etat, mais bien pour demander au SP.A de passer à l'offensive politique pour la défense des conquêtes sociales fédérales.

Ainsi que nous l'avons relevé durant la délégation, la notion «d'opinion publique» ne nous paraît pas être un argument sérieux. Il est logique que les journaux qui défendent les thèses patronales s'efforcent de répandre le virus «communautaire» chez leurs lecteurs. Il est tout aussi logique que les syndicats qui ont vocation de défendre les travailleurs contre les patrons tiennent un discours de défense de la solidarité et des conquêtes sociales fédérales. Il ne s'agit donc pas d'une question «d'opinion publique» mais d'un combat qui se mène sur tous les plans.

Nous inscrivant dans les positions de la FGTB rappelées plus haut, nous ne pouvons être d'accord avec la direction du SP.A quand elle ouvre la porte à la régionalisation de l'emploi, même si nous enregistrons que la présidente du SP.A a déclaré dans une interview que les allocations de chômage devaient être les mêmes pour tous, du nord au sud.

Nous considérons par contre qu'il est positif que le SP.A ait modifié ses positions antérieures et se déclare aujourd'hui en accord avec l'essentiel des positions de la FGTB dans le domaine qui nous occupe.

Notre souci n'étant pas la polémique mais la recherche de tous les points d'appui qui permettent de gagner le combat pour la défense des droits sociaux fédéraux, nous en concluons :

- 1) Si le SP.A appliquait la proposition qui lui a été faite d'engager d'urgence une offensive politique, il est certain que celle-ci rencontrerait un immense écho chez les travailleurs syndiqués et qu'elle affaiblirait considérablement et rapidement ceux qui veulent régionaliser et diviser pour mieux casser les droits de la classe ouvrière.
- 2) Nous estimons que, si les dirigeants du SP.A et du PS le décident, cette proposition pourrait être mise en œuvre en commun par leurs partis en collaboration avec la FGTB. Elle ouvrirait une perspective politique positive et enthousiasmante face au borbier dans lequel le pays s'enfonce. Nous continuerons à nous battre sur cet objectif.

La délégation :
Yves Eeckman, Geert Haverbeke, Jos Muris, Serge Monsieur et Rik Steeland